L'ambition du tourisme social : un tourisme pour tous, durable et solidaire !

The Ambition of Social Tourism: Tourism for All, Sustainable and United!

Louis Jolin et Luce Proulx

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/868>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.868

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Louis Jolin et Luce Proulx, « L'ambition du tourisme social : un tourisme pour tous, durable et solidaire ! », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 32 | 2005, mis en ligne le 01 juillet 2005, consulté le 30 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/868> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.868

Ce document a été généré automatiquement le 30 mai 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

L'ambition du tourisme social : un tourisme pour tous, durable et solidaire !

The Ambition of Social Tourism: Tourism for All, Sustainable and United!

Louis Jolin et Luce Proulx

Introduction

- 1 Trop souvent encore, le tourisme social est associé à un tourisme populaire d'abord perçu comme une activité à rabais destiné au « peuple ». Il est vrai qu'il tire ses origines en Europe, d'une part, de la révolution sociale du temps libre du début du XX^e siècle, suite aux revendications syndicales pour réduire le temps de travail, et, d'autre part, de la prise en charge par les États et par les mouvements associatifs ou populaires (syndicats, mouvements ouvriers, etc.) de l'accès des travailleurs et de leurs familles aux vacances, notamment par la mise en place de maisons familiales de vacances, de villages de vacances, de billets de congé populaire, etc. Durant les années 1920-1940, le mot populaire faisait référence à tout ce qui concernait le « peuple » : front populaire, congé populaire, hébergement populaire et tourisme populaire. « C'est seulement après 1950 que sous l'incitation des Belges, fut préféré le terme de tourisme social qui, en fait, gardait le même contenu. » (Lanquar et Raynouard, 1995 : 105). Depuis ce temps, le concept a progressé — même si le tourisme social est plus qu'un concept mais aussi des programmes, des initiatives et des actions — et ses champs d'intervention ont évolué en fonction des changements survenus dans la société moderne et postmoderne.
- 2 Qu'en est-il du tourisme social aujourd'hui ? Ce texte propose de porter un bref regard sur sa définition, les instances internationales et québécoises qui le chapeautent et quelques questions d'actualité.

Le tourisme social, un concept évolutif

- 3 La définition officielle du tourisme social telle qu'inscrite dans les statuts du Bureau international du tourisme social (BITS) est la suivante : « Par tourisme social, le BITS entend l'ensemble des rapports et des phénomènes résultant de la participation au tourisme et en particulier de la participation des couches sociales aux revenus modestes. Cette participation est rendue possible, ou facilitée, par des mesures d'un caractère social bien défini. Le BITS s'appuie, pour mener cette action sur les principes définis et adoptés dans la Déclaration de Montréal en septembre 1996 »¹.
- 4 Il importe cependant de traduire pratiquement cette définition. Dans ce cas, le tourisme social est un concept qui réfère aux programmes, aux réalisations et aux actions visant à rendre effectifs le droit aux vacances et l'accessibilité au tourisme à tous les groupes de la population, notamment les jeunes, les familles, les retraités, les handicapés, les personnes aux revenus modestes, etc., mais qui visent aussi la qualité de la relation entre les visiteurs et les communautés d'accueil. On pense, entre autres, aux centres de vacances (colonies de vacances, camps familiaux), aux villages-vacances pour les familles, aux auberges de jeunesse, aux gîtes ruraux, aux voyages éducatifs pour les jeunes ou pour les aînés, aux séjours linguistiques, etc. On pense aussi aux réalisations qui contribuent à rendre accessible la pratique d'activités de plein air (pistes cyclables, sentiers de randonnée pédestre, etc.) et à accroître la démocratisation du territoire pour des fins récréotouristiques. On inclut aussi dans le tourisme social les mesures mises en œuvre par les gouvernements de divers pays pour encourager le départ en vacances et qui sont le résultat de luttes menées par des syndicats, des associations, des groupes communautaires : programmes d'aide à la pierre (investissements pour appuyer les établissements et les infrastructures) et programmes d'aide à la personne (pécules de vacances, bons-vacances, chèques-vacances, bourses de solidarité vacances, etc.).
- 5 Plus récemment, les questions d'équité et de solidarité avec les communautés d'accueil, qui étaient depuis toujours implicitement liées au concept du tourisme social, ont été officiellement intégrées dans sa définition. L'accessibilité au tourisme ne concerne plus uniquement les visiteurs (même s'il y a encore beaucoup à faire), mais aussi les visités qui doivent avoir accès à leurs ressources touristiques ainsi qu'aux bénéfices du tourisme, tout en voyant à ne pas dilapider les ressources. En introduisant une relation de solidarité entre les touristes et les populations d'accueil et ayant comme objectif « le développement durable », le tourisme social est tout le contraire d'un tourisme de masse envahisseur et spoliateur des ressources.

Un mouvement international

- 6 Le tourisme social est né en Europe, principalement à la suite de l'octroi des congés payés dès 1936, et c'est surtout sur ce continent que se trouvent les expériences les plus significatives, notamment en France avec ses programmes d'aide à la pierre et d'aide à la personne — politique du treizième mois (au minimum), programme des bons-vacances des Caisses d'allocations familiales, chèques-vacances émis par l'Agence nationale pour le chèque-vacances, Bourse Solidarité Vacances. Mais le tourisme social s'est aussi développé dans de nombreux pays sur divers continents. Parmi quelques exemples significatifs mentionnons la Belgique avec le pécule de vacances et les programmes de

soutien aux villages de vacances, la Grèce avec un programme d'aide à la personne qui consiste à fournir aux personnes à faibles revenus des carnets-vacances nominatifs, l'Italie par son programme d'investissement au plan régional dans les activités touristiques proposées par les associations à but non lucratif, la Suisse qui est le berceau de la formule du chèque-vacances. En Amérique, soulignons l'Institut mexicain de sécurité sociale qui possède et gère quatre gros centres de vacances destinés à l'accueil des Mexicains de la classe moyenne, la Colombie avec un système d'allocations familiales favorisant le départ en vacances, sans oublier le Québec dont nous parlerons ultérieurement (Jolin, 2003).

- 7 Le tourisme social peut donc se définir comme un phénomène mondial, lequel est chapeauté par le BITS, soit un véritable réseau international de l'économie sociale en tourisme. Le BITS a fêté, en 2003, ses quarante ans d'existence. Créé en 1963 à Bruxelles, lieu de son siège social, il regroupe environ 130 membres (principalement des associations, des coopératives et quelques établissements publics) dans 35 pays, sur quatre continents. L'organisation internationale a mis sur pied en 1994 une section régionale pour l'Amérique qui a son secrétariat à Montréal. Cette section regroupe plus de 30 membres, principalement au Canada, au Mexique et au Brésil mais on trouve également des membres en Amérique centrale et dans quelques pays andins. Plusieurs organismes québécois en sont membres dont le Conseil québécois du loisir, le CAA-Québec, Tourisme Montréal, Tourisme Québec, des centrales syndicales, etc. Une douzaine de gouvernements appuient l'action du BITS avec un statut de membre d'honneur de droit public (sans droit de vote). Parmi ces gouvernements, il y a ceux de la Belgique, de la France, de l'Italie et du Québec par le biais du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.
- 8 Tout en faisant la promotion du tourisme social, tout en réalisant des opérations de lobby auprès des pouvoirs publics et de l'industrie, tout en constituant un réseau d'échanges pour les membres², le BITS poursuit des réflexions pour approfondir toutes les facettes du concept de tourisme social (lors de séminaires et de colloques et, surtout, à l'occasion de son congrès biennal).
- 9 D'ailleurs, en 1996, le BITS adopta, lors de son congrès biennal à Montréal, un document d'orientation connu sous le nom de la Déclaration de Montréal : Pour une vision humaniste et sociale du tourisme. Ce document réactualise le concept de tourisme social et remplace en quelque sorte la Charte de Vienne, adopté en 1972 et qui a servi de cadre de référence pendant près d'un quart de siècle. Cette charte présentait le tourisme comme un fait social fondamental et interpellait tous les acteurs du tourisme mondial, principalement du tourisme social, à reconnaître le tourisme comme un moyen d'épanouissement et de maturation humaine, accessible à tous, et à traduire cette vision dans leur pratique par des moyens d'actions concrets. Dans cette même ligne de pensée, la Déclaration de Montréal poursuit ce projet ambitieux d'un tourisme qui lutte contre l'exclusion et qui favorise l'accès à un plus grand nombre, mais propose de nouvelles valeurs notamment sur l'exigence de qualité de toute gestion touristique et sur le respect des sites et des populations locales (Jolin, 2004). Le tourisme social devient donc à la fois facteur d'intégration — géographique, environnemental, social et culturel — et facteur de développement, défini comme un épanouissement individuel et collectif.
- 10 Le BITS est une instance reconnue par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la principale institution internationale dans le domaine du tourisme « investie par l'Organisation des Nations Unies d'un rôle central et décisif dans l'encouragement du

développement d'un tourisme durable »^{3[5]}. Depuis la création de l'OMT en mai 1975, le BITS a joué un rôle significatif notamment en occupant l'une des vice-présidences des membres affiliés. L'OMT a adopté, en 1999, le Code mondial d'éthique du tourisme⁴, approuvé en 2001 par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui reconnaît l'importance du tourisme social :

11 Article 7 Droit au tourisme

1. La possibilité d'accéder, directement et personnellement, à la découverte des richesses de la planète constitue un droit également ouvert à tous les habitants du monde ; la participation toujours plus étendue au tourisme national et international doit être considérée comme l'une des meilleures expressions possible de la croissance continue du temps libre, et ne pas se voir opposée d'obstacles.
2. Le droit au tourisme pour tous doit être regardé comme le corollaire de celui au repos et aux loisirs, et notamment du droit à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques, garanti par l'article 24 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 7.d du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
3. Le tourisme social, et notamment le tourisme associatif, qui permet l'accès du plus grand nombre aux loisirs, aux voyages et aux vacances, doit être développé avec l'appui des autorités publiques.
4. Le tourisme des familles, des jeunes et des étudiants, des personnes âgées et des handicapés doit être encouragé et facilité.

Une réalité québécoise

- 12 Le tourisme social au Québec s'est développé par le biais d'associations à but non lucratif qui offrent des programmes et des séjours à des clientèles diverses. Au tout début, à la différence de la France particulièrement, l'État et les organisations syndicales n'ont pas joué un rôle important pour favoriser l'accès aux vacances, à l'exception du rôle des gouvernements dans l'accessibilité à des espaces naturels de qualité par la création de réseaux de parcs nationaux. Il faut regarder davantage du côté des œuvres caritatives de source religieuse pour retracer son origine au Québec. La colonie de vacances Les Grèves de Contrecoeur qui a vu le jour en 1912 et qui est toujours en opération, est l'incarnation de cette époque. C'est durant les années 1960, avec la Révolution tranquille, que se laïciseront la gestion de ces établissements — gérés dorénavant par des organismes à but non lucratif — avec l'aide du gouvernement du Québec qui les soutiendra financièrement (Gagnon, 2003).
- 13 Aujourd'hui, plusieurs organismes québécois œuvrent pour accroître l'accessibilité aux vacances et au tourisme. Mentionnons les grandes associations et fédérations de tourisme et de plein air membres du Conseil québécois du loisir dont, entre autres, le Mouvement québécois des camps familiaux, l'Association des camps du Québec, Tourisme Jeunesse, Vélo Québec, Kérout, la Fédération québécoise de la marche, la Fédération québécoise de canot et de kayak, Festivals et Événements Québec, etc. Ces associations regroupent à leur tour plusieurs associations régionales et locales qui sont également des organismes d'économie sociale, reposant sur un entrepreneuriat collectif et conjuguant des logiques sociales et économiques. On trouve également, dans les diverses régions du Québec, des organismes sans but lucratif qui proposent une offre touristique originale avec comme préoccupations l'accessibilité pour les visiteurs, la mise en valeur des ressources locales

et une rétention des retombées pour les communautés en termes d'emplois et d'achat de biens et de services : écomusées, centres d'interprétation, parcs thématiques, etc.

- 14 Quant à l'implication du gouvernement du Québec (généralement par l'entremise du ministère chargé du loisir et du sport) dans le développement du tourisme social, celui-ci a mis sur pied, ces trente dernières années, quelques programmes de financement pour favoriser le départ en vacances et l'accessibilité au tourisme : actuellement un programme est consacré aux associations nationales de loisir touristique et de plein air (aide au fonctionnement) et un autre concerne les établissements de vacances (les camps de vacances et les camps familiaux). Quelques mesures, notamment l'appui à Kéroul, visent à accroître l'accessibilité aux personnes à capacité physique restreinte. Cependant, l'État s'est retiré officiellement du financement des bases de plein air et des auberges de jeunesse, bien qu'il intervienne encore, à l'occasion, à la faveur de programmes plus généraux reliés aux infrastructures ou à l'économie sociale. On constate également un recul : 1) sur la question de l'accessibilité des parcs provinciaux depuis l'instauration d'une tarification à l'entrée, remettant ainsi en question l'utilisation démocratique et l'accessibilité de territoires pour des fins récréotouristiques ; 2) au plan de la fiscalité car de nombreux établissements (auberges de jeunesse, camps de vacances) se sont vu retirer l'exemption du paiement de l'impôt foncier suite aux modifications apportées à la Loi sur la fiscalité municipale (Proulx, 2004).

Des questions d'actualité

L'accessibilité au tourisme et aux vacances, une conquête inachevée

- 15 Durant les années 1960, tenant compte des taux de croissance très élevés des départs en vacances, la plupart des spécialistes du domaine s'attendaient à un taux de départ entre 90 % et 95 % en l'an 2000 (Dumazedier, 1967). Ces prévisions n'ont pas été confirmées : dans la plupart des pays occidentaux, les taux de départ en vacances oscillent entre 50 % et 60 % malgré les actions du tourisme social et l'essor du tourisme de masse. Au Québec, en 1995, le taux de vacanciers était de 47,2 % seulement — les vacances signifient au minimum quatre jours de congés consécutifs en dehors d'un long week-end ; le vacancier partant est celui qui, durant cette période, passe au moins 24 heures ou une nuit en dehors de son domicile — et 58,2 % des Québécois ne sont pas partis en vacances. Les non-vacanciers correspondent à un profil bien défini : ce sont les plus pauvres et les moins scolarisés. Comme le revenu salarial, la scolarité est un vecteur important de l'exclusion face aux vacances. On remarque également que ce sont les plus jeunes (la catégorie des 24 ans et moins) et celle des plus vieux (la catégorie des 65 ans et plus) qui regroupent le plus de non-vacanciers : étudiants peu fortunés, ouvriers non spécialisés, travailleurs agricoles et retraités (Samson et Stafford, 1996).
- 16 Une enquête plus récente menée auprès de la population québécoise va dans le même sens. Réalisée en novembre 2003, dans le cadre d'une étude Omnibus, par Léger Marketing pour le compte de la Société des attractions touristiques du Québec, en collaboration avec Festivals et événements Québec, le Conseil québécois du loisir et l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), via le Chantier d'activités partenariales Loisir et tourisme social, cette enquête portait principalement sur les comportements touristiques des Québécois à l'intérieur de leur province. Entre novembre 2002 et octobre 2003, 44 % des répondants n'ont pas fait un séjour touristique au Québec

(c'est-à-dire un voyage d'au moins 80 km avec une nuit passée à l'extérieur du domicile). Les raisons pécuniaires (23 %) arrivent en tête pour expliquer cet état de fait, suivies de la surcharge de travail (13 %), le manque de temps (13 %), le manque d'intérêt (12 %) et les problèmes de santé (11 %).

- 17 Concernant le manque de temps, le Québec et le Canada tirent de l'arrière par rapport à de nombreux pays européens en ce qui concerne le nombre minimum légal de congés annuels. Effectivement, la France, le Danemark, la Suède ou les Pays-Bas, pour ne citer que ces pays, ont légalement plus du double des congés annuels payés qu'au Canada, soit 25 jours comparativement à 10 jours pour le Canada. Regardé sous l'angle du nombre d'heures travaillées par an, les Canadiens travaillent en moyenne près de 12 % plus d'heures par année que les Européens, cet écart atteignant 30 % avec les Pays-Bas, tandis qu'il est de 11 % avec la France (Bérubé, 2002).
- 18 Un article d'André Désiront, paru en août 2003 dans le journal *La Presse*, laisse entendre qu'un culte de la productivité et une éthique du travail planent sur nos voisins du Sud, et probablement sur le Québec, depuis les deux dernières récessions, lesquelles auraient eu comme conséquence une augmentation du temps passé au travail par semaine et corrélativement une diminution du temps libre et du temps de vacances. Ainsi, les Américains travaillaient en moyenne 43,6 heures par semaine en 1977, comparativement à 47,1 en 1997, et « le quart de la main-d'œuvre américaine ne prend même pas toutes les vacances auxquelles elle a droit ».
- 19 Ces différentes statistiques présentées par Bérubé (2002) et Désiront (2003) nous indiquent que le défi relié à l'accessibilité au loisir touristique en lien avec la dualité temps de travail/temps libre est encore d'actualité en Amérique du Nord au XXI^e siècle.
- 20 Une autre question reliée à l'accessibilité est celle qui concerne les personnes à capacité physique restreinte. Depuis 1979, Kéroul travaille à sensibiliser les différents intervenants touristiques au potentiel du marché des personnes à capacité physique restreinte. Bien que la demande de cette clientèle pour des produits et services touristiques soit indéniable, plusieurs intervenants ne se montrent toujours pas convaincus de la rentabilité ou de la nécessité d'offrir des infrastructures d'accueil ou des services adaptés aux besoins de ce segment de marché qui représente près de 15 % de la population des pays industrialisés. Encore aujourd'hui, seulement 10 % des hôtels au Québec sont accessibles et la plupart se trouvent dans les régions de Montréal et de Québec (Conseil québécois du loisir, 2005). Une sensibilisation accrue face aux besoins des personnes à capacité physique restreinte pourrait permettre au Québec et au Canada de se positionner comme leader dans un marché des plus prometteurs. Mais encore faut-il que l'industrie touristique soit en mesure de répondre à cette demande de façon satisfaisante et rentable. Cet enjeu est partagé par de nombreux pays. Dans un avis du Comité économique et social européen (2003 : 22), intitulé *Un tourisme accessible à tous et socialement soutenable*, on y lit ce qui suit :

La suppression ou l'atténuation de ces barrières qui limitent la pratique du tourisme pour les personnes handicapées est non seulement une exigence née du principe d'égalité des droits et des chances et du principe de non-discrimination qui régissent l'UE et ses États membres mais constitue également une mesure efficace pour incorporer de nouveaux groupes de citoyens aux activités liées au tourisme ou qui en découlent, ce qui contribue à la croissance d'un secteur économique qui, notamment dans les pays du sud de l'Europe, a une incidence directe sur la génération de richesse et l'emploi dans l'ensemble de la société.

À la recherche d'une plus grande inclusion et cohésion sociale

- 21 Le tourisme social, par son ambition de démocratisation du tourisme, contribue à la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion et favorise la cohésion sociale. C'est une politique à courte vue de considérer l'accessibilité au tourisme et aux vacances comme une priorité secondaire qui devrait laisser le pas à d'autres priorités sociales (santé, éducation, logement, travail). Au contraire, les réalisations du tourisme social favorisent le brassage de publics, de groupes sociaux (car il n'est pas question de créer des ghettos !) et de groupes d'âges différents, elles jouent un rôle de prévention sociale pour la jeunesse et les populations en difficulté, et elles s'inscrivent dans une démarche de prévention au plan de la santé physique et mentale pour l'ensemble de la population. Les effets du tourisme social sur la qualité de la vie familiale, notamment par l'expérience des camps familiaux, ont été maintes fois mis en évidence. Se trouvent améliorés la relation parent-enfant, la vie de couple, l'exercice de la discipline parentale envers l'enfant, la communication et l'écoute de l'enfant par les parents, etc. Sans oublier les influences positives sur l'individu en regard du développement social et des apprentissages, de l'amélioration des relations interpersonnelles et de l'intégration sociale des personnes appartenant à des groupes particuliers (Gaudreau, Jolin, et Buissonnet-Verget, 2001).
- 22 Sur l'initiative d'associations de personnes, aux différents échelons (local, régional, national), les réalisations de tourisme social favorisent aussi la participation citoyenne tant au plan de la gestion et de l'animation des activités (ex. les festivals populaires), des équipements et des programmes qu'au plan de l'aménagement du territoire. L'expérience de la Troupe de théâtre À Cœur ouvert de La Sarre, en Abitibi-Témiscamingue, est éloquente à ce sujet. Cet organisme à caractère culturel, qui présente des productions musicales à grand déploiement, tient son succès à l'adhésion, la solidarité, la complicité et surtout la fierté de la communauté. Composée de plus de 200 bénévoles et supportée par des partenaires institutionnels et économiques, qu'ils soient gouvernementaux ou gens d'affaires du milieu, la Troupe de théâtre contribue à la vitalité économique, sociale et humaine du milieu (Proulx, 2004).

Le tourisme social, acteur de l'aménagement du territoire

- 23 Ce sont des organismes de tourisme social et de plein air qui furent les premiers à proposer des aménagements pour faciliter la démocratisation et la pratique des activités : sentiers de randonnée pédestre, pistes de ski de fond, pistes cyclables, aménagement des rives le long des cours d'eau, etc. Plusieurs groupes ou clubs du milieu associatif en loisir s'occupent de la négociation des droits de passage, de l'entretien des sentiers, et de la préservation du milieu naturel. Des auberges de jeunesse, des bases de plein air, des camps de vacances, des écomusées, des centres d'interprétation contribuent à revitaliser des « coins de pays ». L'article 8 de la Déclaration de Montréal est sans ambiguïté :

Avant que l'objectif d'un développement durable et soutenu n'ait été recommandé par des organisations internationales, le tourisme social se l'était assigné comme option de référence afin

1. de concilier développement touristique, protection de l'environnement et respect de l'identité des populations locales ;
2. d'apporter de nouveaux moyens à des régions souvent délaissées ;
3. d'aménager des sites avec la volonté de ne pas en dilapider les ressources ;

4. de générer des bénéfices économiques, sociaux et culturels pour la population locale.

Comme le tourisme est, à l'échelle mondiale, l'un des principaux moteurs à la mise en valeur des régions, il ne saurait en aucun cas, être prétexte à l'envahissement incontrôlé des sites ni à l'acculturation et à l'exploitation des populations.

- 24 Les acteurs du tourisme social ont joué et jouent encore un rôle considérable dans la préservation du patrimoine collectif. Un rôle d'autant plus important aujourd'hui considérant la menace que font peser le développement résidentiel et commercial, la privatisation des terres publiques, les activités industrielles et la massification du tourisme.

Un rôle économique sous-estimé

- 25 Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, le tourisme social a permis la création d'emplois permanents dans les régions du Québec ; il contribue au développement local et économique des régions — notamment en engendrant des flux de personnes et des investissements — et des populations dans leur ensemble. Plus que jamais les organisations de tourisme social sont conscientes des exigences de rentabilité. D'ailleurs, leur performance au plan de leur viabilité et de leur durée de vie est à souligner : de nombreux organismes d'économie sociale en tourisme — camps de vacances, auberges de jeunesse ont plus de trente ans d'existence. Est-ce dû aux subventions ? S'il est vrai que des établissements ont pu compter sur l'aide des pouvoirs publics, il faut éviter les raccourcis trop rapides. Comme le soulignait, il y a plusieurs années, le premier secrétaire général du BITS, M. Arthur Haulot, le tourisme le plus subventionné n'est pas celui que l'on pense :

Qui paie les routes, autoroutes comprises, si ce n'est la communauté ? Qui paie l'infrastructure complète des chemins de fer, de l'aviation civile, des ports de plaisance, des stations de ski, de montagne ou de bord de mer, si ce n'est l'État ? [...] Au total, la réponse est que le plus assisté n'est pas toujours celui qu'on pense, et que le touriste de la jet society coûte plus cher à l'État que le travailleur en vacances annuelles (Haulot, 1980 : 5).

- 26 La crise des finances publiques, la baisse des subventions, les attentes exprimées par des « clientèles » plus diversifiées ont amené les responsables du tourisme social à recourir à de nouvelles méthodes de gestion, à mettre en œuvre des stratégies de marketing, à revoir leur offre de services et le contenu de leur expérience touristique proposée. Le tourisme social ne s'oppose pas au tourisme « commercial » comme l'économie sociale et solidaire ne s'oppose pas à l'économie capitaliste ou à l'économie publique. Il s'agit d'une troisième voie dont il faut reconnaître les mérites dans une économie plurielle. Le tourisme social « est la démonstration que pertinence économique et gestion sont compatibles avec accessibilité au plus grand nombre, mixité sociale et développement local. Le tourisme en économie sociale est aussi l'illustration que valeur ajoutée économique peut rimer avec valeur ajoutée sociale. » (Chauvin, 2002).

Pour une politique sociale du tourisme

- 27 Au-delà des réalisations concrètes qui lui sont directement attribuées, l'un des apports importants du tourisme social réside dans sa capacité d'interpeller les acteurs privés et publics du tourisme afin qu'ils ne considèrent pas seulement les impératifs économiques du tourisme mais qu'ils l'envisagent comme un moyen d'épanouissement personnel et

collectif. Les diverses dimensions du tourisme ne doivent pas faire oublier que le tourisme est une forme de loisir pour la population qui le pratique et que, tout en ayant de fortes incidences économiques, il doit répondre aux besoins de délasserment, de découverte et de rencontre des personnes — les visiteurs comme les visités.

- 28 À cet égard, la Flandre fait figure de proue avec le ministre de l'Emploi et du Tourisme qui fait d'un « Tourisme pour tous » la priorité de sa politique. Une attention particulière est réservée aux personnes incapables de participer à des vacances, à la promotion du bien-être physique, psychique, social et culturel du tourisme et à une politique de fixation des prix acceptables au plan socioéconomique.
- 29 En ce sens, le tourisme doit être accessible à tous, sans discrimination, et pratiqué solidairement dans des conditions conciliables avec le développement durable. Une politique nationale du tourisme doit accorder la plus grande place à la démocratisation du phénomène, à l'accroissement de ses retombées bénéfiques tant pour les touristes nationaux et internationaux que pour les communautés d'accueil, sans oublier la recherche de qualité dans l'offre de produits et de services. Reconnaître que le tourisme est une industrie devrait pouvoir se concilier avec le fait que le tourisme est aussi, sinon d'abord, un phénomène social d'envergure !

Le défi des moyens

- 30 Une politique du tourisme doit aussi prévoir la question des moyens pour atteindre les objectifs d'accessibilité. Elle doit aussi aborder le problème du financement des entreprises d'économie sociale en tourisme. Un projet qui devrait être envisagé sérieusement est celui de la mise en place au Québec d'une Carte loisir-vacances (inspirée, entre autres, de la formule des chèques-vacances que l'on trouve dans certains pays). Le projet québécois mis de l'avant par le Conseil québécois du loisir vise à constituer un fonds d'investissement (constitué des intérêts des placements d'argent venant d'épargnants), afin d'aider les plus démunis à partir en vacances et de soutenir financièrement les infrastructures de l'économie sociale et les petits établissements touristiques en régions. Pour ce faire, il cherche à encourager l'épargne des Québécois en vue de séjours et de vacances touristiques dans les diverses régions du Québec et à bonifier cette épargne grâce à une réduction d'impôt (crédit d'impôt). Le projet permettra également d'augmenter les recettes touristiques des entreprises touristiques participantes (un très large éventail d'entreprises) et de lutter contre la saisonnalité du tourisme.
- 31 Un tel projet situe les préoccupations du tourisme social au cœur même de l'industrie en apportant des idées originales et en proposant des actions complémentaires à ce que font les autres secteurs du tourisme.

Conclusion

- 32 Si à l'origine on parlait du droit au repos des travailleurs, aujourd'hui on parle davantage de tourisme et même de loisirs touristiques ouverts à tous. Il importe de ne pas voir se développer deux formes de tourisme — l'une pour les riches et l'autre sous forme de ghetto pour personnes moins favorisées — mais plutôt de réaliser un brassage social, un objectif cher chez les différents acteurs du tourisme social. De nombreux changements

dans la société ont amené le tourisme social, tant au niveau macro que micro, à se redéfinir ou plutôt à répondre à de nouveaux impératifs tels la préservation de la ressource, la solidarité avec les communautés d'accueil, l'adoption de nouveaux modes de gestion, etc., créant parfois des tensions entre le volet social et le volet économique de ses activités. Malgré les nombreux défis qui guettent encore les acteurs du milieu, on s'entend dire aujourd'hui du tourisme social que : « le social reste au poste de commande, l'économie devient un instrument et non une fin en soi et la protection de l'environnement une conditionnalité nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent. » (GESQ, 2001).

BIBLIOGRAPHIE

Bérubé, Nicolas (2002). « Conditions de travail : que font les autres pays ? », Elle-Québec, n° 157.

BITS (Bureau international du tourisme social) (1996). « Déclaration de Montréal : Pour une vision humaniste et sociale du tourisme », Adoptée lors du Congrès du BITS (septembre).

BITS (Bureau international du tourisme social) (2002). « Statuts » (adoptés en 1963).

Chauvin, Jacques (2002). Le tourisme social et associatif en France. Acteur de l'économie sociale, Paris, l'Harmattan.

Comité économique et social européen (2003). « Avis intitulé Un tourisme accessible à tous et socialement soutenable ».

Conseil québécois du loisir (2005). « Actes du Forum : Le loisir accessible ? Un droit pour tous », Tenu à Montréal, le 8 avril 2005 (à paraître).

Désiront, André (2003). « Nous partons de moins en moins en vacances », La Presse, Montréal, mercredi 20 août, p. B5.

Dumazedier, J. (1967). Vers une civilisation du loisir ?, Paris, Éditions du Seuil.

Gagnon, Serge (2003). L'échiquier touristique québécois, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 359 pages.

Gaudreau, Louise, Louis Jolin et Geneviève Buissonnet-Verget (2001). « L'effet sur la vie familiale de l'action communautaire au sein du Mouvement québécois des camps familiaux », Rapport d'évaluation, UQAM, Téoros, vol. 20, n° 3, p. 21-23.

GESQ (Groupe d'économie solidaire du Québec) (2001). « Résister et construire. Une autre mondialisation », Montréal.

Haulot, Arthur (1980). « Tourisme social, phénomène universel. Caractéristiques sociologiques et culturelles », Bureau international du tourisme social, p. 5.

Jolin, Louis (2004). « Le tourisme social, un concept riche de ses évolutions », Le tourisme social dans le Monde, n° 141, p. 6-8.

Jolin, Louis (2003). « Les mesures sociales pour accroître le départ en vacances et l'accès au tourisme. Une relance est-elle possible ? », Téoros, Vol 22, n° 3, p. 10-15.

Lanquar, Robert et Yves Raynouard (1995). *Le tourisme social et associatif*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Que sais-je », 127 pages.

Léger Marketing (2003). « Sondage sur le comportement touristique des Québécois », pour le compte de la Société des attractions touristiques du Québec, en collaboration avec Festivals et événements Québec, le Conseil québécois du loisir et l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale.

Proulx, Luce (2004). « Pour un tourisme accessible à tous, durable et solidaire », Actes de colloque, UQÀM, Cahiers de l'ARUC-ÉS, collection Transfert, n°. T-05-2004, 72 pages.

Samson, M. et J. Stafford (1996). « Vacances et tourisme 1995. Enquête auprès d'un échantillon de Québécois et de Montréalais sur les comportements de vacances », Ministère des Affaires municipales, Direction générale du loisir et des sports, Québec, Gouvernement du Québec.

Sites web :

BITS : www.bits-int.org

OMT : www.world-tourism.org

NOTES

1. BITS, Statuts, adoptés en 1963 et modifiés à quelques reprises, la dernière modification remontant à mai 2002.
2. Pour plus d'informations, voir le site web : <http://www.bits-int.org/>
3. Informations tirées du site Internet de l'OMT : www.world-tourism.org
4. Pour en savoir plus sur le Code mondial d'éthique du tourisme, consultez le site Internet de l'OMT : http://www.world-tourism.org/code_ethics/eng.html

RÉSUMÉS

Depuis l'avènement des congés payés en Europe avant la Deuxième Guerre mondiale, l'accessibilité pour tous au loisir touristique reste toujours la principale préoccupation du tourisme social. Concept originellement européen, il réfère aujourd'hui à l'ensemble des programmes, mesures d'aide, réalisations et actions visant à rendre effective, dans de nombreux pays sur divers continents, ce qui inclut le Québec, cette accessibilité et à lutter de cette manière contre l'exclusion sociale. Plus récemment, les questions d'équité et de solidarité avec les communautés d'accueil et de durabilité de la ressource ont été officiellement intégrées dans sa mission et constituent d'autres défis importants avec celui du financement. Chapeauté par le Bureau international du tourisme social (BITS), le tourisme social constitue un véritable réseau international de l'économie sociale en tourisme. Ses acteurs reconnaissent le tourisme comme un facteur d'épanouissement individuel et collectif et défendent la mise en place de politiques sociales du tourisme.

INDEX

Mots-clés : tourisme social, économie sociale, accessibilité, droit, politique sociale

AUTEURS

LOUIS JOLIN

Professeur, Département d'études urbaines et touristiques, École des sciences de la gestion de l'UQAM.

LUCE PROULX

Consultante, Recherche et formation en gestion et planification du tourisme, et chargée de cours, Département d'études urbaines et touristiques, École des sciences de la gestion de l'UQAM.